



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

N° 2 Juillet 2016

Crise migratoire et lutte contre la pauvreté dans les relations euro marocaines

Migratory crisis and the fight against poverty in Moroccan euro relationships

Mr. Abdelmounaim El GUEDDARI
Enseignant chercheur

Université Mohammed V Rabat
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Souissi.

Résumé :

La coopération entre l'union européenne et le Maroc en matière migratoire aborde la question sous l'angle plus original de l'aide au développement. Par une coopération commerciale, industrielle, technique et financière, l'Union européenne contribue au développement du Maroc et partant vise à diminuer les pressions où l'émigration généralement causées par la pauvreté, la précarité et le chômage. L'article analyse l'activité conventionnelle entre le Maroc et l'Union européenne et décortique les objectifs du partenariat pour démontrer que les domaines de la coopération visent indirectement la lutte contre les causes profondes des migrations.

Mots clés : Migrations – développement – coopération Maroc union européenne – Appui financier – pauvreté.

Abstract :

The cooperation between the European Union and Morocco in migration matters addresses the issue from the original perspective to achieve development by a technical, commercial, industrial and financial cooperation. European Union contribute (or the development of Morocco and aims at diminish his migration generally caused by poverty, insecurity and unemployment. The article deals with conventional activity between Morocco and Eu and unfold the objectives of the partnerships between the two partners to show that the fields of the cooperation aims indirectly at the struggle against the deep causes of migration.

Key Words : Migration – development – cooperation between morocco and Eu - financial cooperation - poverty

INTRODUCTION

Une lecture simple des dispositions de l'accord conclu entre l'Union européenne et le Maroc permet de constater que celui-ci n'aborde pas la question de l'entrée et la circulation des personnes marocaines. La présente contribution tend à démontrer que la coopération migratoire entre les deux partenaires est abordée sous l'angle plus général de lutte contre les causes profondes des migrations à savoir la pauvreté et le sous développement.

A- Les relations euro-marocaines n'ont pas pour objet la libre circulation des travailleurs

En effet, le silence de l'activité conventionnelle en ce domaine doit en réalité être lue à la lumière de l'objet même de l'accord conclu avec le Maroc. L'objectif de ce dernier n'est-il pas d'ailleurs « d'apporter au Maroc un soutien significatif à ses efforts de réforme et d'ajustement au plan économique, ainsi que de développement social », permettant un « rapprochement du niveau de développement économique et social de la Communauté et du Royaume du Maroc »⁽¹⁾.

La portée des dispositions relatives à la main-d'œuvre doit donc être lue à la lumière de ces objectifs. « Par une coopération économique, industrielle commerciale et financière, la Communauté peut contribuer à la croissance et au développement des pays d'origine ; partant, elle peut contribuer à la diminution à moyen et long terme des pressions à l'émigration » affirme déjà un commentateur de l'accord de coopération⁽²⁾. Aider au développement favorise alors l'arrêt des flux migratoires et conditionne de la sorte la coopération relative à la main-d'œuvre. Celle-ci, définitivement, ne saurait avoir pour objet la libre circulation des travailleurs marocains.

Dès le début des années soixante dix la Commission invitait d'ailleurs les Etats de tenir compte « des principes d'une politique active d'aide au développement, doublée d'une politique commerciale, visant à assurer la compétitivité économique des pays en voie de développement en améliorant les formes de coopération, en transférant et en créant certaines industries et certains services dans ces pays, selon le principe d'une division internationale du

⁽¹⁾ Voir préambule de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, JOCE, L 70 du 18 mars 2000.

⁽²⁾ M.P Lanfranchi, « Droit communautaire et travailleurs migrants des Etats tiers-Entrée et circulation dans la communauté européenne », Economica, 1994, p. 140.

travail plus rationnelle ; aide financière et technique dans le domaine de la planification régionale et de la formation professionnelle (cadres et ouvriers); mise à profit du séjour des travailleurs migrants dans les pays de la Communauté, pour les préparer à un emploi productif à leur retour dans les pays d'origine »⁽³⁾.

Sur le plan international, la question de l'adéquation de l'aide avec les besoins des pays receveurs a été soulevée dans le cadre du BIT. Celui-ci a en effet organisé une réunion en 1993, où l'on a vu des spécialistes de l'aide allemands, belges, espagnols, français, italiens, de la Communauté européenne, de l'ONUDI et du PNUD débattre avec leur homologues algériens, marocains et tunisiens, de l'adéquation de l'aide internationale aux besoins réels des gouvernements concernés.

Aussi, l'accord euro-méditerranéen d'association signé avec le Maroc, s'inscrit dans une logique d'aide au développement. A replacer dans le cadre de la politique méditerranéenne de l'Union, il s'inscrit d'ailleurs dans un vaste programme de coopération entre l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens. Les orientations de cette coopération ont été définies dès 1994 par la Commission. Il s'agit principalement de créer une zone euro-méditerranéenne de stabilité politique et de sécurité et d'établir les conditions nécessaires à un développement économique durable et rapide des pays méditerranéens. A cet effet la création progressive d'un espace économique euro-méditerranéen caractérisé essentiellement par le libre-échange, constitue le meilleur moyen de la réalisation des objectifs affichés.

Une coopération est ainsi prévue dans un grand nombre de secteurs de la vie économique et sociale. Le lien de connexité entre la question de la migration et l'aide au développement des pays associé à la Communauté est particulièrement mis ici en relief. En effet, le défi que la Communauté doit relever pour soutenir les réformes économiques des pays tiers méditerranéens est conçu « de façon à enclencher un processus de croissance soutenue et d'élévation du niveau de vie propre à diminuer la violence et à atténuer la pression migratoire »⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Commission des communautés européennes, Programme d'action en faveur des travailleurs migrants et de leurs familles du 18 décembre 1974, Bull. CE, sup 3/1976, p. 24.

⁽⁴⁾ Commission des Communautés européennes, Communication concernant le renforcement de la politique méditerranéenne de l'Union européenne: vers un partenariat euro-méditerranéen, COM (94) 427 final, Bull UE Supp 2/95, p. 11. La Commission précise dans le même sens que « les pressions migratoires pourraient, si une coopération planifiée avec les pays concernés ne parvient pas à les gérer méthodiquement, très facilement

Dans une communication en date de 1995, la Commission va mettre à nouveau le lien entre l'immigration et l'aide au développement. L'appui à un meilleur équilibre socio-économique relève la Commission, suggère une coopération et une assistance technique afin de réduire l'immigration clandestine⁽⁵⁾. Au regard du domaine des grands thèmes d'intervention prioritaires de la coopération d'ailleurs (appui à la transition économique, à l'équilibre socio-économique et l'intégration régionale), le lecteur ne peut que constater l'ampleur et la pluralité des questions abordées. L'ensemble traduit une réelle volonté de soutenir le développement des pays tiers méditerranéens et partant à diminuer la pression à l'émigration.

Lors du Conseil européen de Cannes de juin 1995, Les Etats insistent d'ailleurs sur « la nécessité d'accroître leurs efforts pour réduire les pressions migratoires »⁽⁶⁾. A cet effet une coopération est envisagée en vue d'identifier les causes majeures des pressions migratoires et leurs régions d'origine. Ceci nécessite ici la promotion des programmes d'assistance à la création d'emplois et à la formation professionnelle dans la perspective de combattre la fuite de la main-d'œuvre, notamment, la plus qualifiée.

Dans le prolongement de cette conception, la Commission européenne va définir les domaines prioritaires de la politique de développement. Ainsi, dans le secteur du commerce la Communauté doit, entre autre, améliorer l'accès des produits des pays en voie de développement à ses propres marchés, l'intégration des pays en voie de développement dans le système commercial mondial etc. Il va de même de la prévention des conflits, intégration et coopération régionale. Une attention particulière doit être accordée au renforcement des capacités institutionnelles et la bonne gouvernance. Enfin il est question de garantir la sécurité alimentaire et le développement durable pour affaiblir l'exode rural⁽⁷⁾.

Dans son approche global des migrations, cette conception va être à nouveau confirmée. La commission dresse ici les actions à mener en ce domaine. Il s'agit de faciliter l'envoi de fonds vers les pays d'origine, la stimulation, du rôle des diasporas implantées dans les Etats membres comme acteurs de développement dans les pays d'origine. L'institution

engendrer des frictions dommageables tant pour les relations internationales que pour les populations immigrées elles-mêmes ».

⁽⁵⁾ Commission des Communautés européennes, Communication concernant le renforcement de la politique méditerranéenne de l'Union européenne : propositions sur la mise en œuvre d'un partenariat euro-méditerranéen. COM (95) 72 final, Bull UE Supp 2/95, p. 37.

⁽⁶⁾ Conseil européen de Cannes des 26 et 27 juin 1995, Bull UE Supp 2/95, p. 67.

⁽⁷⁾ Communication de la Commission du 3 décembre 2002 au Conseil et **du** Parlement européen : Intégrer les questions liées aux migrations dans les relations de l'Union européenne avec les pays tiers. COM (2002) 703 final.

communautaire suggère également des politiques visant à inviter au retour dans les pays d'origine pour atténuer, l'incidence migratoire de la « fuite des cerveaux »⁽⁸⁾.

En somme, l'activité législative communautaire est restée fidèle au lien qui existe en les migrations et la coopération au développement en vue de réduire la pauvreté dans les pays d'origine. De même, les migrants peuvent apporter une contribution importante à leur pays d'origine grâce aux transferts de rémunération. Les membres de la famille qui travaillent à l'étranger donnent ainsi le capital nécessaire pour accroître la productivité dans la communauté d'origine⁽⁹⁾.

B- Le dialogue euro méditerranéen confirme les objectifs du développement

Ces objectifs et principes ne constituent-ils pas dès lors le fondement même de la coopération en matière migratoire? Dans le cadre de la politique méditerranéenne de l'Union, l'accord CE/Maroc, confirme en tout cas que les questions relatives aux migrations de travail doivent s'inscrire dans une démarche qui agit sur les causes profondes des migrations. L'objet de l'accord ne concerne à cet égard ni l'entrée ni la circulation dans le territoire des Etats membres. Il se limite à une simple coopération qui régit la situation juridique des travailleurs résidant déjà dans les Etats de La Communauté. Par des actions en matière sociale, l'article 71 vise d'ailleurs expressément la maîtrise de la pression migratoire. Ceci passe ici par la création d'emplois et le développement de la formation dans les zones d'émigration. Un groupe de travail est ainsi créé pour l'évaluation permanente et régulière de la mise en application de la coopération sociale (article 73 de l'accord).

Sur le plan économique, l'accord CE/Maroc prévoit la création d'une zone de libre-échange dont les principes sont largement inspirés des règles communautaires. Certes, la création de cette zone impose en termes économiques une grande concertation des efforts. Le libre-échange, observait certains économistes, « entre pays de niveau inégal de développement n'a de sens que si elle s'appuie sur des politiques d'accompagnement impliquant des interventions fortes de la part des pouvoirs publics et des aides de la part des pays les plus

⁽⁸⁾ Communication de la Commission du 1 septembre 2005 au conseil et au Parlement européen : « migration et développement : les orientations concrètes » COM (2005) 390 final. Voir également CCE, l'Approche globale de la question des migrations et de la mobilité, **Communication du 18/11/2011**. COM (2011) 743 final.

⁽⁹⁾ Voir communication de la commission sur la migration et le développement en date du 1 septembre 2005.

développés »⁽¹⁰⁾. Il n'en demeure pas moins que sur le principe, l'objectif poursuivi est de nature à aider au développement de l'Etat concerné et partant il vise indirectement à réduire les pressions à l'émigration.

Les perspectives d'évolution de la politique méditerranéenne de l'Union confirment d'ailleurs ce constat. En effet, lors de la conférence de Barcelone relative à la définition des relations futures entre l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens, les Etats « reconnaissent le rôle important que jouent les migrations dans leurs relations. Conviennent d'accroître leur coopération pour réduire les pressions migratoires au moyen, entre autres, de programme de formation professionnelle et d'assistance à la création d'emploi ... »⁽¹¹⁾.

La volonté d'une mise en œuvre efficace de cette coopération a conduit par ailleurs les Etats à encourager la tenue de réunion « en vue d'aboutir à des propositions concernant les flux et les pressions migratoires. Ces réunions tiendront compte de l'expérience acquise entre autres dans le cadre du programme MED-Migration ... ». L'objectif de ce dernier est de favoriser d'ailleurs « le développement des relations de partenariat entre les collectivités locales de l'Union européenne, particulièrement concernées par les questions des migrations, et des collectivités des pays tiers méditerranéens d'où seraient originaires les populations étrangères installées au Nord »⁽¹²⁾.

Lors de la cinquième session du Conseil d'association Union européenne/Maroc tenue le 22 novembre 2005, l'Union convient que l'immigration clandestine doit être traitée dans un contexte plus large et que des efforts conjoints visant à améliorer la gestion des flux migratoires devraient faire partie d'un partenariat sur les questions migratoires plus large et au bénéfice des deux parties.

A cet effet, une lecture simple des subventions accordées au Maroc permet de constater que le Maroc est le principal bénéficiaire de l'aide communautaire attribué au titre des programmes MEDA. Les engagements s'élèvent à 1 337, 1 millions d'euros pour la période 1995/2004,

⁽¹⁰⁾ G. Kébabdjian, « Le libre-échange euro-maghrébin: une évaluation macro-économique », Revue Tiers-Monde, n° 144, Octobre - Décembre 1995.

⁽¹¹⁾ Voir CEE, Conférence de Barcelone (27-28 novembre 1995): Déclaration et programme de travail, Bruxelles, 1995, p. 7. Pour une évaluation d'ensemble, voir Daguzan Jean François « les vingt ans de la déclaration de Barcelone : reconstruire sur un champ de Ruines ». Géoeconomie n°77, 2015.

⁽¹²⁾ Voir Programme Med-Urb Migration, appel à des propositions de coopération entre collectivités locales des pays tiers méditerranéens constituées en réseaux sur le thème des migrations, JOCE C 169 du 22 juin 1994, p. 13. Les thèmes dont il est question sont assez variés, ils concernent par exemple la création d'entreprises, l'épargne des migrants ou encore les investissements, etc.

dont 600 millions au titre de MEDA I (1995- 1999) et 677, 1 millions au titre de MEDA II (2000-2004). En ce qui concerne les paiements, le Maroc a reçu pendant la période 1995-2004 un total de 570, 7 millions d'euros au titre du programme de MEDA (127, 5 millions au titre du programme de MEDA I et 443, 2 millions au titre de MEDA II). Le taux de déboursement (ratio engagement/paiement) a atteint 104% en 2004 et 65% pour la période 2000-2004 (MEDA II). Ces résultats placent le Maroc donc en tête des pays bénéficiaires du programme MEDA non seulement en termes de crédits allouées mais également de fonds déboursés.

Dans le cadre du nouveau programme IEVP 2004-2013 le Maroc continue d'être le premier bénéficiaire de la politique européenne de voisinage et de l'aide financière avec près de 200 million d'euros/an.

Le plan d'action 2013/2017 qui a été adapté le 16 décembre 2013 lors du onzième conseil d'association Union européenne/Maroc affecte une enveloppe de 890 million d'euros pour le financement de programme sectoriels : gouvernance publique, réformes économiques agriculture, réduction de la pauvreté, promotion de la femme, santé, droit de l'homme, etc.

La question du développement et partant la lutte contre la pauvreté occupe une place importante dans la déclaration conjointe établissant un partenariat de mobilité entre le Maroc et l'Union européenne du 7 juin 2013. L'Union européenne vie ici le renforcement du développement socio-économique des régions à fort potentiel migratoire à travers la mise en place de politique ciblées et la promotion des investissements, y compris ceux des marocains résidant à l'étranger, dans le but de générer des emplois.

Alors même que l'aide communautaire vise indirectement à lutter contre la pression migratoire externe à travers l'objectif de l'accord conclu avec le Maroc⁽¹³⁾, la question de savoir si cette aide est suffisante pour réaliser le développement économique reste toujours posée.

Pour certains auteurs cette aide ne peut répondre à elle seule aux besoins multiples des économies en voie de développement. Les envois de fonds destinées par exemple au Maroc

⁽¹³⁾ Voir en ce sens la déclaration commune relative à l'article 49 de l'accord, dont laquelle les deux parties reconnaissent la nécessité d'adapter le secteur productif marocain aux réalités de l'économie internationale. La Communauté veille ainsi «à apporter son soutien au Maroc pour la mise en œuvre d'un programme d'appui aux secteurs industriels appelés à bénéficier de leur mise à niveau en vue de faire face aux difficultés pouvant survenir suite à la libéralisation des échanges et en particulier au démantèlement tarifaire ».

sont « 27 fois plus importants que l'aide au développement officielle » à ce pays⁽¹⁴⁾.

Le Maroc, pour lequel le transfert de fonds de ses travailleurs immigrés représente la plus grande source de devises, n'a pas manqué de revendiquer d'ailleurs l'augmentation de l'aide au développement. Cette augmentation est présentée « comme une forme de compensation de la perte des revenus tirés de ce qui était devenu, comme l'indiquait le plan quinquennal de 1973, l'équivalent économique d'un bien d'exportation produit au Maroc ». Assimilé l'émigration humaine à un « bien d'exportation », traduit ici le rôle fondamental de celle-ci dans les calculs économiques des pays d'origine, et affecte l'aide communautaire pour un pays comme le Maroc⁽¹⁵⁾.

Dans son programme Euromed Migration 2014/2020, on relevé que l'Union européenne consacre 7% des actions thématiques de l'ICP (Instrument d coopération au développement) soit 13,7 milliards d'euros au programme de formation professionnelle et Universitaire adaptés au besoin des pays d'origine. Il est question aussi de favoriser les transferts de migrants puisque ses derniers représentent plus de trois fois l'Aide publique du développement : 406 milliards de dollars contre 126 milliards de l'aide publique au développement mondiale en 2012.

⁽¹⁴⁾ Voir John Wets, in « Migrations et développement: mythes et réalité »The European Policy Centre, 27 janvier 2004.

⁽¹⁵⁾ F. Oualalou, « Aides publiques internationales face aux perspectives de l'arrêt de l'émigration vers l'Europe : le cas marocain » document de travail du programme mondial de l'emploi, MIG WP. 61 (Genève, BIT).

CONCLUSION

En somme, observait un auteur, « le départ à l'étranger sera perçu comme un moyen privilégié pour augmenter le revenu familial, au lieu que l'amélioration du niveau de vie provienne d'une plus grande mobilisation dans le travail sur place »⁽¹⁶⁾. Indépendamment du débat relatif aux fonds envoyés par les émigrés, il est utile de rappeler ici le rôle positif que joue certaines associations d'émigrés dans le développement de leur pays d'origine.

Il va ainsi, des activités menées dans le sud du Maroc par l'association Migrations et développement. Cette structure créée par des migrants marocains résidant en Europe participe aux différents travaux concernant l'électrification, l'hydraulique, les pistes, les routes, les écoles, les groupements de femmes, le tourisme rural, le safran, l'argan, l'olive, les coopératives, les collèges, les chantiers de jeunes, les hammams, les foyers féminins, les séminaires, la formation, la diffusion de l'expérience auprès des autres associations, etc.

« Au Maroc, Migrations et développement est un laboratoire, une dynamique de concertation et de coordination, un acteur éminent de cette société civile émergente qui construit une démocratie participative, un incubateur d'idées, un pôle d'animation et de conseil qui allie une dimension technique à l'animation, à la sensibilisation, à la coopération et au développement; qui, aussi, a réintroduit les migrants comme partenaire du développement marocain, ce qui n'est pas un mince résultat » souligne un spécialiste de cet organe⁽¹⁷⁾.

En dehors des actions de développement établies par la société civile, il est tout à fait loisible de remarquer que l'aide au développement est en harmonie avec l'objectif de l'accord conclu avec le Maroc. Ce dernier vise avant toute chose à favoriser le développement du Maroc et partant il vise indirectement à endiguer la pression migratoire externe. L'aide communautaire est tout simplement un appui, un soutien à l'effort de développement qui est censé être avant toute chose endogène.

⁽¹⁶⁾ A.Belguendouz, « Enjeux migratoires : Maghreb-Europe-Afrique Subsaharienne, Un regard du Sud », éd. Beni Znassen, 2006, p.147.

⁽¹⁷⁾ Voir, Z.Daoud, « Marocains de l'autre rive : les Immigrés marocains acteurs du développement durable » Paris-Méditerranée et Tarik éd, 2005, p.245 et s.

BIBLIOGRAPHIE

- M.P Lanfranchi, « Droit communautaire et travailleurs migrants des Etats tiers-Entrée et circulation dans la communauté européenne», Economica, 1994, p. 140.
- Commission des communautés européennes, Programme d'action en faveur des travailleurs migrants et de leurs familles du 18 décembre 1974, Bull. CE, sup 3/1976 .
- Commission des Communautés européennes, Communication concernant le renforcement de la politique méditerranéenne de l'Union européenne : propositions sur la mise en œuvre d'un partenariat euro-méditerranéen. COM (95) 72 final, Bull UE Supp 2/95.
- Conseil européen de Cannes des 26 et 27 juin 1995, Bull UE Supp 2/95.
- Communication de la Commission du 3 décembre 2002 au Conseil et du Parlement européen : Intégrer les questions liées aux migrations dans les relations de l'Union européenne avec les pays tiers. COM (2002) 703 final.
- Communication de la Commission du 1 septembre 2005 au conseil et au Parlement européen : « migration et développement : les orientations concrètes » COM (2005) 390 final. Voir également CCE, l'Approche globale de la question des migrations et de la mobilité, Communication du 18/11/2011. COM (2011) 743 final.
- communication de la commission sur la migration et le développement en date du 1 septembre 2005.
- G. Kébabdjian, « Le libre-échange euro-maghrébin: une évaluation macro-économique », Revue Tiers-Monde, n° 144, Octobre - Décembre 1995.
- CEE, Conférence de Barcelone (27-28 novembre 1995): Déclaration et programme de travail, Bruxelles, 1995, p. 7. Pour une évaluation d'ensemble, voir Daguzan Jean François « les vingt ans de la déclaration de Barcelone : reconstruire sur un champ de Ruines ». Géoeconomie n°77, 2015.
- Programme Med-Urb Migration, appel à propositions de coopération entre collectivités locales des pays tiers méditerranéens constituées en réseaux sur le thème des migrations, JOCE C 169 du 22 juin 1994.
- John Wets, in « Migrations et développement: mythes et réalité »The European Policy Centre, 27 janvier 2004.

- F. Oualalou, « Aides publiques internationales face aux perspectives de l'arrêt de l'émigration vers l'Europe : le cas marocain » document de travail du programme mondial de l'emploi, MIG WP. 61 (Genève, BIT).
- A.Belguendouz, « Enjeux migratoires : Maghreb-Europe-Afrique Subsaharienne, Un regard du Sud », éd. Beni Znassen, 2006.
- Z.Daoud, « Marocains de l'autre rive : les Immigrés marocains acteurs du développement durable » Paris-Méditerranée et Tarik éd, 2005.